



Ce rapport est produit par OCHA RCA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 5 au 18 février. Le prochain rapport sera disponible aux alentours du 25 février.

Faits Saillants

- Les populations affectées ont besoin d'une assistance en protection, nutrition, vivres, eau, assainissement et éducation.
- Les résultats d'une récente évaluation sur la sécurité alimentaire révèlent une campagne agricole incertaine en 2013.
- Le PAM estime que plus de 80 000 personnes dans la zone Séléka seront en insécurité alimentaire pendant la période de soudure.
- La fermeture des écoles dans la zone Séléka laisse 166 000 enfants sans accès à l'éducation
- Aucune contribution reçue à ce jour pour le CAP 2013 estimé à 129 millions de dollars.



800 000

personnes vivent dans la zone Séléka

80 538

personnes, dans la zone Séléka, à risque d'insécurité alimentaire à la période de soudure

129 Millions de dollars

requis pour le CAP 2013

Aperçu de la situation

La situation en République centrafricaine (RCA) reste calme mais imprévisible malgré l'accord de cessez-le-feu signé le 11 janvier 2013 à Libreville (Gabon) par le Gouvernement centrafricain et la Séléka. La situation humanitaire reste inquiétante et l'accès aux zones touchées en raison de l'insécurité est une préoccupation majeure pour les acteurs humanitaires. La situation sécuritaire actuelle, en particulier dans la zone Séléka, empêche la fourniture d'une assistance adéquate aux personnes vulnérables. L'accès au sud-est du pays est encore difficile en raison des restrictions appliquées aux convois humanitaires et de l'état des routes. Les acteurs humanitaires avec l'appui de OCHA RCA négocient actuellement un accès sécurisé, en particulier dans la partie est du pays. Des missions d'évaluation sont en cours dans ces zones et les résultats préliminaires montrent que la protection, la nutrition, l'alimentation, l'éducation et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) sont les principaux besoins.

Les agressions et les pillages à grande échelle par des groupes armés ont été signalés dans plusieurs régions de la zone Séléka. Des bureaux des Nations Unies et des ONG internationales ont également été pillés et saccagés. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a signalé que dans la préfecture de Bambari, des articles non alimentaires pour 3 000 réfugiés et personnes déplacées internes stockés dans son entrepôt ont tous été volés. Une situation similaire a été signalée à Kaga-Bandoro, où le HCR estime à 316 000 dollars les dommages et la perte de matériel de secours. Dans la ville de Mobaye, deux véhicules de l'ONG Cordaid et de la Croix-Rouge Espagnole ont été volés et l'hôpital complètement pillé. Les pertes enregistrées par les ONG sont estimées à plus de 1 million de dollars dans la zone Séléka.

Environ 800 000 personnes affectées vivent actuellement dans la zone Séléka (principalement dans les régions du centre, du nord et de l'est du pays) et environ 700 000 personnes affectées sont à Bangui.

Financement

129 Millions de
dollars
requis

Aucun financement
reçu

Aucune contribution n'a été enregistrée à ce jour dans FTS pour l'appel consolidé (CAP) 2013. En 2013, les acteurs humanitaires ont besoin de 129 millions de dollars pour aider 646 000 personnes, en particulier dans le sud-est, nord-est et dans la partie centre-nord du pays.

En raison de la détérioration de la situation humanitaire dans le pays depuis le conflit récent, les besoins humanitaires ont augmenté de façon significative. Des fonds supplémentaires sont nécessaires immédiatement pour répondre aux besoins les plus urgents des populations vulnérables.

Tous les partenaires humanitaires – y compris les bailleurs de fonds et les agences bénéficiaires – sont encouragés à informer FTS de toute contribution en argent et en nature en envoyant un courriel à fts@un.org

Réponse humanitaire

Les résultats préliminaires des évaluations réalisées dans le cadre du Mécanisme de Réponse Rapide (MRR) révèlent que les besoins prioritaires sont la protection, l'assistance alimentaire, la santé, la nutrition et l'éducation.

La crise actuelle a un impact négatif sur la situation de la sécurité alimentaire du pays. Les échanges commerciaux sont interrompus entre la zone Séléka et Bangui. Selon les premiers résultats d'une évaluation conjointe rapide sur l'impact de la crise sur la sécurité alimentaire, la campagne agricole 2103 est incertaine en raison notamment de la montée de l'insécurité qui empêche les populations de cultiver leur terre et du fait que les stocks agricoles aient été volés. L'accès aux semences et outils nécessaires est incertain pour les ménages paysans.



Education

Besoins:

- Le système éducatif dans la zone Séléka ne fonctionne pas. Presque toutes les écoles sont fermées et plus de 166 000 enfants n'ont pas accès à l'éducation.

Réponse :

- Le Programme Alimentaire Mondiale (PAM) a fourni 80 tonnes métriques (tm) de vivres aux écoles et jardins d'enfants dans les régions de Mbaki, Batalimo, Mongoumba, Boganda et Boganagon dans le cadre du programme des cantines scolaires. Le PAM prévoit de distribuer 81 tm de vivres pour aider 20 679 enfants à Bangui (cantines scolaires pendant trois mois) et 224 tm de vivres pour aider 73 055 enfants à Bambari, Kago-Bandoro, Paoua et Bouar (cantines scolaires pendant deux mois).



Sécurité alimentaire

Besoins:

- Des dégâts importants de stocks agricoles, de semences et du bétail ont été signalés dans la zone Seleka.
- Le nord de la région de Nana Grebizi et l'est d'Ouham vont connaître une situation alimentaire particulièrement difficile, selon l'évaluation rapide sur la sécurité alimentaire. Les besoins les plus urgents sont concentrés dans ces zones et dans la région de Vakaga.
- L'évaluation rapide a également révélé que la situation alimentaire va se détériorer jusqu'au troisième trimestre de 2013. Selon le PAM, environ 80 538 personnes sont à risque d'insécurité alimentaire sévère dans la zone Seleka.

Réponse:

- Le PAM a dispatché son assistance alimentaire pour ses programmes d'urgence et de développement pour février 2013. L'organisation assistera 96000 personnes à Bambari, Kago-Bandoro, Paoua, Bouar et Bangui dans le cadre son programme de secours continu et de redressement. L'aide alimentaire va couvrir 1 300 personnes déplacées à Bambari et 10 000 personnes déplacées à Kago-Bandoro pour une période de 2 mois.

Besoins non couverts et contraintes :

- L'insécurité entrave les activités principales sur lesquelles les ménages dépendent pour accéder à la nourriture. Les activités du PAM qui visent 118 000 bénéficiaires dans la zone Seleka sont actuellement suspendues.

**Santé****Besoins :**

- Selon Médecins Sans Frontières (MSF) qui a mené une mission dans la zone Grimari-Bria, les travailleurs de la santé ont fui les zones touchées depuis le début de la crise.
- MSF a rapporté un manque de médicaments dans toutes les structures sanitaires de la zone Grimari-Bria. Il ya un besoin urgent de matériel et de médicaments.

Réponse:

- Au cours de sa mission sur le terrain, MSF a fourni des médicaments essentiels et du matériel pour assurer la continuité dans la fourniture des soins médicaux aux populations.

Besoins non couverts et contraintes :

- Plusieurs centres de santé ont été attaqués dans la zone Seleka. Du fait des vols d'équipement et de médicaments dans certains centres de santé, il est quasi impossible de fournir des soins de santé adéquats.

**Protection****Besoins :**

- Suite à l'attaque de Mobaye par les troupes Seleka, le 8 février, 2300 nouveaux réfugiés centrafricains ont été signalés dans Mobayi-Mbongo (République Démocratique du Congo) en plus des 4500 enregistrés au cours des dernières semaines.
- Selon les membres du cluster protection, des missions d'évaluation récentes ont révélé que les populations civiles vivent dans la peur. Il est nécessaire de retrouver une situation normale où les personnes sont libres de tout mouvements sans menaces sécuritaires et attaques.
- Six cas de violence sexuelle basée sur le genre (VSBG) ont été signalés dans les hôpitaux à Bambari et Kaga-Bandoro. Jusqu'à ce jour, aucun traitement préventif n'a été fourni.

Réponse:

- Les membres du cluster Protection ont entamé des activités de plaidoyer afin d'obtenir un espace humanitaire pour les interventions notamment la protection des civils dans les zones touchées.

Besoins non couverts et contraintes :

- L'accès humanitaire reste très limité en raison de l'absence de garanties sécuritaires pour les acteurs d'aide et des personnes affectées. Cette situation constitue un obstacle à l'aide humanitaire, y compris les activités de protection

**Eau, Assainissement et Hygiène****Besoins:**

- Selon le Comité International de la Croix-Rouge (CICR), à Ndélé, le personnel qui travaille pour la compagnie d'eau a fui laissant les populations sans eau potable et assainissement.

Réponse:

- Le CICR est intervenu dans le traitement et la fourniture d'eau afin de réduire les risques d'épidémies. Avec le soutien des volontaires de la Croix-Rouge centrafricaine, l'organisation fournit actuellement 18 000 litres d'eau potable par jour à près de 1 000 personnes déplacées à Ndélé,



Télécommunications d'urgence

Réponse:

- Les discussions sur la possibilité d'avoir les bureaux de Nations Unies au même endroit afin de partager le VSAT et la salle de radio sont en cours. Cela ne sera possible que quand les sous bureaux seront de nouveau opérationnels.



Logistique

Réponse:

- Depuis sa reprise le 14 janvier, UNHAS a effectué 102 voyages, transportant 283 passagers et 15,4 tm de fret.
- Le PAM a commencé l'expédition de vivres de Douala (Cameroun) depuis le 7 février. Près de 937 tm de produits ont été admis dans le couloir.

Contraintes:

- La situation de financement de l'UNHAS reste critique. 1,7 million de dollars ont été promis, ce qui représente 22 pour cent du financement annuel requis.

Coordination Générale

- Le cluster logistique tient des réunions hebdomadaires depuis le 1^{er} février pour le partage d'information et la planification logistique.
- Le PAM a achevé sa mission sur les dommages en RCA. Le rapport sera disponible sous peu.
- Les missions d'évaluation du cluster protection sont en cours. Des évaluations conjointes ont été menées le 4 février à Sibut et dans d'autres localités affectées par la crise sur l'axe Damara-Sibut. Du 5 au 7 février, une autre mission a été entreprise à Bambari et dans quelques villages sur l'axe Kouango, Alindao et Ippy.
- Une mission des acteurs humanitaires de la République Démocratique du Congo est en cours pour évaluer la situation des réfugiés centrafricains de Mobaye Mbongo à la frontière entre la RCA et la RDC.

Historique de la crise

Suite à l'assaut lancé le 10 Décembre 2012, la coalition Seleka contrôle maintenant de nombreuses grandes villes dans le centre, le nord et l'Est de la RCA. Cette situation a aggravé la situation humanitaire et a, aussi, affaibli la vulnérabilité des communautés pauvres. On estime que 800 000 personnes sont affectées dans la zone Séléka. Malgré l'accord de cessez-le-feu signé entre le Gouvernement centrafricain et la Seleka le 11 janvier 2013 à Libreville (Gabon), la situation sécuritaire est incertaine dans le pays, en particulier dans la zone Seleka. On craint la poursuite de la violence sur les civils dans les zones touchées et les pillages à grande échelle.

L'accès humanitaire est difficile et demeure un énorme défi. Outre l'insécurité, l'accès est surtout entravé par d'autres facteurs tels que les activités criminelles et les contraintes logistiques. La communauté humanitaire est inquiète et appelle au respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme, à l'accès humanitaire immédiat, à la protection des enfants contre le recrutement dans les groupes armés et à la protection des femmes et des filles contre la violence sexuelle basée sur le genre.

En RCA, les deux tiers de la population n'ont pas accès à l'eau potable ou à des structures sanitaires adéquates, et même lorsque les infrastructures existent, il n'y a qu'un seul agent de santé pour 7 000 personnes. En 2012, plus de 45 000 personnes ont été affectées par la crise alimentaire et avaient besoin d'une assistance rapide. Les taux de malnutrition aiguë globale dans la région de Vakaga étaient en hausse jusqu'à 21%, alors que la malnutrition aiguë sévère était de 7 %, ce qui est trois fois supérieur au seuil d'urgence. Une récente enquête sur les niveaux de pauvreté a montré que 62 % des ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté (avec moins de 1,5 dollar par jour). La pauvreté touche surtout les zones rurales et le taux de chômage a atteint 20,3 %

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Gisèle Willybiro-Maidou, Assistante à l'Information, willybiro@un.org, Tel: +236 7018 8061

Angelita Mendy Diop, Associée à l'Information Publique, mendya@un.org, Tel: +236 7098 6584

Pour plus d'informations, veuillez visiter: www.unocha.org ou www.hdptcar.net ou www.reliefweb.org

Si vous souhaitez être ajouté(e) ou retiré(e) de la liste: willybiro@un.org